

Une recette à la française :

Une pincée d'agroécologie...
... pour une louche d'agro-industrie

Table des matières

Annexe 1: méthodologies utilisées pour le rapport	2
Avant-propos	2
Phase 1 : collecte des données	3
Phase 2 : construction d'une base de données	7
Phase 3 : création des critères d'analyse	8
3.a. Contribution à la transition agroécologique.....	9
3.b. Contribution à la lutte contre la pauvreté	12
3.c. Contribution à la réduction des inégalités de genre	14
3.d. Contribution à la lutte contre les dérèglements climatiques, à l'agriculture familiale et à la lutte contre la sous-nutrition	15
Phase 4 : Analyse et classification	15
Phase 5 : Vérification et Analyse Qualitative	16
Annexe 2 : Arborescence des indicateurs, mots clés et variantes de mots clés utilisé.es pour l'étude	16

Annexe 1: méthodologies utilisées pour le rapport

Avant-propos

Le BASIC¹ (Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne) a réalisé pour nos trois organisations² un travail de collecte et d'agrégation des financements agricoles français engagés à destination des pays éligibles à l'Aide Publique au Développement (APD) sur la période 2009-2018. Outre le travail de collecte, le BASIC a également développé un outil nous permettant d'analyser ces financements, en passant au crible toutes les fiches projets collectées (ou à défaut, l'ensemble des détails disponibles pour chaque soutien financier) via le prisme de plusieurs méthodologies élaborées conjointement et répondant à 8 questions de recherches :

- Quels sont les principaux canaux de financements des projets menés (ministères, agences, intermédiaires financiers) ?
- Quelles sont les modalités de ces financements : dons, prêts, prises de participation, crédits, financements mixtes etc. ?
- Quelle est la part des financements alloués par la France à la transition agroécologique ?
- Quelle part des financements intègre des objectifs de réduction de la pauvreté ?
- Quelle part des financements intègre des objectifs de réduction des inégalités de genre ?
- Quelle est la part des financements allouée à la lutte contre les dérèglements climatiques ?
- Quelle est la part des financements allouée au soutien à l'agriculture paysanne ?
- Quelle est la part des financements allouée à la lutte contre la sous-nutrition ?

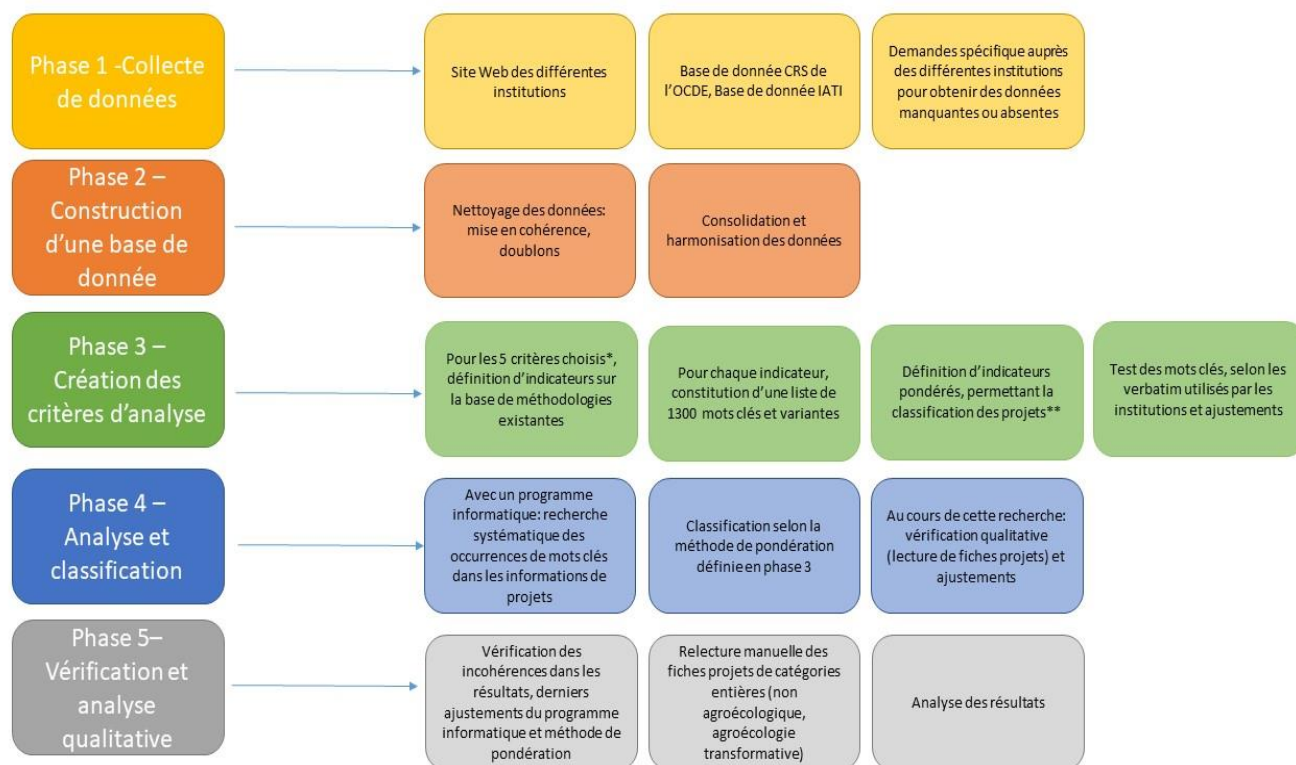
Cette annexe méthodologique présente les différentes étapes et processus de notre démarche, et détaille les méthodologies utilisées.

Elle est structurée en fonction des cinq phases de réalisation de ce travail de recherche : la collecte des données, la construction d'une base de données cohérente, la création de critères d'analyse, la classification en fonction de ces critères et la vérification qualitative des données analysées (graphique 1).

¹ <https://lebasic.com/>

² Action Contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam-France

Figure 1: Explication des phases de travaux réalisées pour le rapport



*Agroécologie, Pauvreté, Inégalités de Genre, Climat, Agriculture familiale, Nutrition

** Ces indicateurs sont brièvement présentés dans la partie résultats, pour plus de détails consulter l'annexe méthodologique

Phase 1 : collecte des données

Le but de notre étude était d'analyser tous les soutiens financiers de la France à destination du secteur agricole des pays éligibles à l'Aide publique au Développement (APD) sur la période 2009-2018.

Nous avons choisi de couvrir un pas de temps de 10 ans (2009-2018) pour cette étude. Cette période marque le début d'un intérêt croissant pour l'agroécologie au niveau politique en France, avec un intérêt marqué depuis 2014. Opter pour une temporalité de 10 ans permet de par ailleurs d'analyser des tendances à la lumière de ces changements politiques et d'avoir une vision complète de l'évolution des soutiens financiers français.

Les soutiens financiers intégrés à notre base de données regroupent donc tant les financements engagés sous la mission d'APD française que les outils de financements non APD gérés notamment par Proparco et Bpifrance.

Il est par ailleurs à noter que, dans le cadre de ce travail d'analyse, nous avons uniquement pris en compte les soutiens financiers engagés par la France, c'est-à-dire « promis » et non les soutiens financiers actuellement décaissés, c'est-à-dire versés. Cela s'explique pour deux raisons. La première : nous souhaitons avant tout examiner la volonté politique de la France via ses orientations budgétaires dans l'agriculture à l'international et l'engagement financier

de la France nous a paru le meilleur indicateur pour ce faire. La deuxième: la transparence de la France quant à ses décaissements financiers est moindre que celle concernant ses engagements financiers ; il était donc plus aisé de ne centrer l'analyse que sur les montants engagés par la France.

L'étude couvre donc **la majorité des soutiens financiers français à destinations des pays éligibles à l'APD, à savoir :**

- **L'Aide Publique au Développement** : les dons, principalement octroyés par les ministères ainsi que par le groupe AFD et les prêts qui constituent la majorité des financements du groupe AFD (AFD et Proparco) ;
- **Les autres outils financiers ne relevant pas de l'APD** mais utilisés par Proparco : entrées au capital, prises de participation, obligations, etc. ;
- **Les garanties publiques** octroyées par Bpifrance³ en soutien à l'exportation des entreprises françaises ayant des activités à l'étranger.

Nous n'avons retenu pour cette étude que les soutiens financiers portant sur le périmètre géographique étudié (pays éligibles à l'APD).

La raison pour laquelle nous ne nous sommes pas limités à l'APD agricole dans cette étude est simple. Notre but étant d'analyser la volonté politique de la France à destination de l'agriculture des pays éligibles à l'APD, il nous était nécessaire de prendre en considération l'entièreté des soutiens financiers français à destination de ces pays. Les contre-garanties de prêts de Bpifrance et les prises de participation de Proparco permettent par exemple à des acteurs privés français de pénétrer certains marchés et d'y maintenir ou développer leurs activités. Ces soutiens financiers ont des impacts considérables sur l'économie locale, sur les priorités affichées par la France dans ces pays, et in fine, sur la réelle stratégie agricole de développement française. Par ailleurs, ne pas nous limiter à l'APD nous permettait de nous livrer à un exercice de comparaison : les soutiens financiers agricoles français pouvant soutenir des modèles drastiquement opposés au sein d'une même zone géographique.

L'élaboration d'une base de données regroupant tous les types de soutiens financiers vers une même zone géographique sur une période donnée n'avait auparavant jamais été réalisée au niveau français. La plus-value de cette étude réside notamment dans cette compilation des soutiens financiers, quel que soit l'instrument financier utilisé, permettant ainsi une analyse fine des « modèles agricoles et alimentaires » qui ont été privilégiés sur la période étudiée.

Seuls les financements bilatéraux, qui contrairement aux financements multilatéraux, sont rattachés à des projets spécifiques et donc engagent réellement la France, ont par ailleurs été pris en compte dans notre analyse. Ce choix est autant dû à une question de transparence (les détails des financements multilatéraux français sont généralement peu disponibles) qu'à une question de lisibilité. Une contribution multilatérale française au Fond International de

³ Bpifrance Assurance Export gère les garanties publiques depuis le 1^{er} janvier 2017. Avant cette date la COFACE était en charge de ces garanties. Par souci de lisibilité les chiffres de la COFACE sont inclus dans ce rapport, représentés sur la période sous l'institution Bpifrance.

Développement Agricole (FIDA)⁴, qui finance tant des projets agroécologiques qu'agro-industriels, nous semble moins refléter une volonté politique française en faveur de tel ou tel modèle agricole qu'un projet par exemple 100% piloté par une institution française.

Une fois les institutions identifiées (agences du groupe AFD, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA), Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), Ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI), Bpifrance, Business France) et le champ de notre étude défini, la première étape de notre travail de recherche a consisté en la collecte de toutes les données publiquement accessibles relatives aux soutiens financiers français à destination de l'agriculture des pays éligibles à l'APD.

Cette collecte s'est faite sur la base de sept bases de données différentes:

- La base de données "système de notification des pays créanciers" (SNPC) de l'OCDE, plus connu sous son acronyme anglais de [base CRS](#)⁵;
- La Base IATI (International Aid Transparency Initiative), où les bailleurs sont invités à renseigner leur aide publique au développement ;
- Le jeu de données AFD de la base « [Open Données](#) » de l'Agence Française de Développement ;
- La page «[Carte des projets](#) » du site web de l'AFD ;
- Le jeu de données Proparco de la base « [Open Données](#) » de l'Agence Française de Développement ;
- La page «[Carte des projets](#) » du site web de Proparco ;
- Le jeu de données MEAE de la base « [Open Données](#) » de l'Agence Française de Développement.

Les informations collectées au sein de ces sept bases de données ont par ailleurs été complétées par une série d'entretiens et d'échanges mails avec les principales institutions françaises retenues pour l'étude.

Le cas spécifique de Bpifrance :

Nous n'avons pu trouver aucune base de données publique référençant les garanties financières octroyées par la branche Assurance Export de Bpifrance. Nous avons donc sollicité sans succès les services techniques de l'institution, puis, avec plus de réussite, la direction de cette banque publique d'investissement afin d'obtenir le détail de ses soutiens financiers agricoles et alimentaires sur la période étudiée.

⁴ <https://www.afd.fr/fr/actualites/communiquede-presse/l-afd-accorde-un-prest-de-300-millions-d-euros-au-fida-pour-soutenir-des-millions-de-petits-exploitants-agricoles?origin=/en/actualites/communiquede-presse>

⁵ Cette base de données enregistre tous les projets bénéficiant de soutiens publics dans une acceptation assez large de la notion d'aide publique au développement (des projets soutenus par Proparco, dont certains ne rentrent pas dans l'APD stricto sensu, s'y retrouvent par exemple). Il est à noter que cette source présente un décalage temporel de publication d'environ un an par rapport aux données publiées par l'AFD sur son site web (car un travail est réalisé sur les données pour assurer leur fiabilité), c'est pourquoi notre analyse ne prend en compte les financements engagés que jusqu'à 2018.

Si les renseignements obtenus ne fournissaient pas un niveau de détail très fin (données agrégées par secteurs d'activités agricoles -malt, farines, commerce alimentaire, céréales, production alimentaire divers, camions, etc.-, par nombre de garanties, par répartition géographiques et par années) nous avons toutefois pu les exploiter en partie.

Il convient ici de noter que l'exhaustivité de cette phase de collecte a été clairement dépendante de la transparence française en la matière. Bien que nous ayons identifié le rôle important de Business France dans l'orientation des investissements agricoles français à destination des pays éligibles à l'APD, nous n'avons par exemple trouvé aucune donnée financière publiquement accessible et exploitable concernant cette institution. Faute de données disponibles, les soutiens financiers de cette institution ne sont donc pas couverts par l'étude.

Business France⁶, institution notamment sous-tutelle du Ministère des Affaires européennes et étrangères (MEAE), a pourtant une incidence croissante sur le développement agricole des pays ciblés par l'étude. L'institution, membre fondateur de la "Team France Export"⁷, accompagne directement les entreprises françaises dans leur développement à l'international ou dans leur positionnement sur les marchés publics d'Etats-tiers⁸. Elle organise également de manière régulière séminaires et formations pour investir au mieux dans les pays éligibles à l'APD⁹.

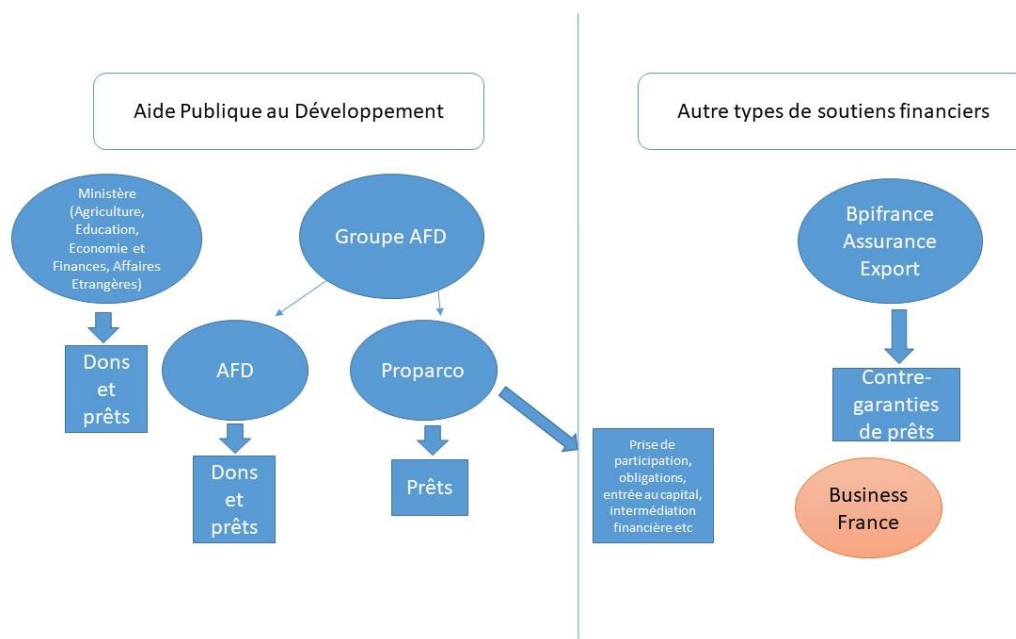
⁶ <https://www.businessfrance.fr/achats-et-marches>

⁷ <https://www.businessfrance.fr/export-home>

⁸ <https://www.businessfrance.fr/export-etre-accompagne>

⁹ Voir par exemple deux des événements du mois de décembre 2020: French Agri Tour – Elevage- Vietnam, Myanmar, visant à encourager une participation française à l'intensification de la production animale dans le pays, ou Rencontres de la filière avicole au Maroc visant à faciliter l'implantation de groupes industriels français dans le pays.

Figure 2: Institutions financières couvertes par l'étude



Phase 2 : construction d'une base de données

Les données collectées ont ensuite été nettoyées afin d'éviter tout risque de doublon (ce qui ne fut en rien simple : un soutien financier pouvait être présenté sous la forme d'une seule et unique ligne budgétaire dans une base de données et sous la forme de plusieurs lignes budgétaires dans d'autres), et les devises converties pour pouvoir faire des équivalences entre les montants en euros et en dollars.

Au total et après avoir enlevé tous les doublons, ce sont 9571 lignes budgétaires de projets qui ont été recensées. Sur ces 9571 lignes budgétaires de projets, un travail conséquent d'harmonisation et de nettoyage a dû être effectué pour ne sélectionner que les soutiens budgétaires sur lesquels nous pouvions mener une analyse. Les informations collectées avaient en effet des degrés de détails très variables, certains projets ne disposaient d'aucun titre, d'aucune année voire d'aucun budget, d'autres entraient en contradiction avec les informations récoltées d'une base de données à l'autre. Outre le travail de mise en cohérence et de consolidation des données, nous avons donc dû exclure de notre analyse toutes les lignes de projets invérifiables. Nous n'avons pris en compte que les projets auxquels nous pouvions rattacher un financement dédié, comprenant au minimum un titre de projet, une période donnée, et une description courte (parfois quelques mots seulement).

En définitive, **c'est une liste de 2513 projets exploitables** que nous avons retenus et analysés avec différentes méthodologies.

L'exhaustivité de notre base de données est directement liée au niveau de transparence des institutions françaises. Si certaines institutions (et notamment les équipes techniques

de l'AFD et de Proparco) nous ont ainsi confirmé que nous avons identifié l'ensemble des soutiens financiers agricoles français publiquement accessibles, nous savons néanmoins qu'il n'a pas été possible de décompter de manière exacte la totalité des soutiens financiers français. Comme explicité dans notre rapport, certains projets agro-industriel français pourtant connus et bien documentés par nos ONG sont totalement absents des données que nous avons pu collecter. Le groupe AFD nous a toutefois confirmé que le montant global et le nombre de projets étudiés étaient du bon ordre de grandeur. **De même, nous n'avons pas eu accès à l'entièreté des données relatives aux financements bilatéraux réalisés via des intermédiations financières (principalement le fait de Proparco).**

Phase 3 : création des critères d'analyse

Si les détails des soutiens financiers agricoles français auxquels nous avons pu avoir accès suffisaient d'eux même à répondre à certaines de nos questions de recherche (ratio dons/prêts par exemple), d'autres, comme la contribution de la France à la transition agroécologique, ont nécessité une analyse supplémentaire plus fine.

Nous avons donc souhaité créer ou adapter plusieurs méthodologies pour cartographier les soutiens financiers analysés au regard de six différents critères :

- Contribution à la transition agroécologique ;
- Contribution à la lutte contre la pauvreté ;
- Contribution à la réduction des inégalités de genre ;
- Contribution à la lutte contre les dérèglements climatiques ;
- Contribution au développement de l'agriculture familiale ;
- Contribution à la lutte contre la sous-nutrition.

Ces méthodologies fonctionnent toutes sur un système de recherche par mots clés dans les données accompagnant les projets ou soutiens financiers français. Si elles sont donc par nature dépendantes de la qualité de la transparence française, elles ont toutes systématiquement été doublées d'analyses qualitatives. Cette analyse lexicale a été adaptée et testée en fonction du verbatim utilisé par chaque institution afin de garantir la meilleure prise en compte possible des soutiens financiers étudiés.

Pour chacune de ces questions de recherche, des indicateurs ont donc été créés et une liste de mots clés et de variantes de mots clés la plus complète possible a été constituée (plus de 1500 mots clés ou variantes recherchés au total). L'arborescence de ces indicateurs et mots clés ainsi que le nombre de variantes par mot-clés est joint à la fin de ce document. Nous n'avons pas inclus le détail des variantes de mots clés par souci de lisibilité.

Ce sont les occurrences de ces mots-clés au sein des projets et soutiens financiers analysés (c'est à dire leur fréquence dans l'ensemble des documents publiquement disponibles: titre, fiche descriptive, documents annexes, etc.) qui nous ont initialement permis de classer les soutiens financiers au regard des indicateurs retenus. Une analyse qualitative d'une grande

part des 2513 projets a ensuite eu lieu, afin d'éviter autant que possible toutes erreurs de catégorisation.

Les résultats figurant dans ce rapport se basent donc, de la manière la plus fidèle possible, sur les données publiquement disponibles quant à l'évolution des soutiens financiers agricoles français entre 2009 et 2018. Nos résultats sont donc clairement tributaires du bon reporting fait par la France, ainsi que de son degré de transparence. Considérant que le manque de transparence est un résultat en tant que tel, nous avons systématiquement gardé dans notre analyse les projets que nous pouvions certifier comme agricoles même s'ils n'étaient qu'en partie exploitables. Il va également sans dire que notre étude ne peut être considérée comme une analyse de l'impact des soutiens financiers français dans les pays éligibles à l'APD. Notre approche est de mesurer la volonté politique de la France à travers l'analyse de l'évolution de ses soutiens financiers agricoles et de la comparer, quand cela est possible, avec les engagements français sur le sujet.

Il est à noter que notre système de classification a été construit pour être le plus inclusif possible vis-à-vis des soutiens financiers agricoles de la France. Il suffisait par exemple de trouver un seul mot clé ou une de ses variables pour valider un financement ou un projet comme contribuant à une catégorie en particulier¹⁰. Nous avons opté pour cette approche du fait de la faible quantité d'informations disponibles sur les différents projets : seuls ceux de l'AFD font par l'exemple l'objet de courtes fiches descriptives.

3.a. Contribution à la transition agroécologique

Les indicateurs pour la transition agroécologique ont été adaptés des critères développés par Biovision et IPES Food pour permettre l'application de la grille méthodologique de Gliessman¹¹.

La méthodologie de Gliessman¹², majoritairement utilisée dans les récentes études s'intéressant à la contribution des financements agricoles à la transition agroécologique¹³, catégorise cette dernière en cinq niveaux. Les trois premiers décrivent les mesures que peuvent prendre les agriculteurs au niveau de leurs exploitations pour initier une transition vers l'agroécologie. Les deux niveaux suivants quant à eux vont au-delà des pratiques agricoles et questionnent les nécessaires changements structurels des systèmes agricoles et alimentaires. Pour qu'un projet soit réellement agroécologique, il doit à la fois promouvoir un changement de pratiques (niveau 1 à 3) au niveau de l'exploitation et prendre à minima en compte l'ancrage de ces pratiques dans un changement plus global de système agricole et alimentaire (niveau 4 à 5).

¹⁰ A la différence des dernières études publiées sur le sujet, et notamment celles faites par IPES Food, O. de Schutter et al.

¹¹ DeLonge M.S., Miles A., Carlisle L., "Investing in the transition to sustainable agriculture", *Environmental Science & Policy*, 55, 2016

¹² Gliessman, S. (2016), *Transforming food systems with agroecology*, *Agroecology and Sustainable Food Systems*, p.187-189. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21683565.2015.1130765>.

¹³ Voir par exemple les études *Absent Agroecology Aid: On UK Agricultural Development Assistance Since 2010* sur la contribution britannique, *The share of agroecology in Belgian official development assistance: an opportunity missed* sur la contribution belge, *Finance for agroecology: more just than a dream?* sur la contribution européenne, *Sustainability Starts from the Ground* sur la contribution danoise et *Money Flows Report : What is holding back investment in agroecological research for Africa?* sur la contribution Suisse en Afrique.

Figure 3: Illustration simplifiée de la classification de Gliessman



Source: Gliessman, S. (2016), [Transforming food systems with agroecology. Agroecology and Sustainable Food Systems](#), p.187-189.

Pour pouvoir catégoriser les projets, nous avons donc décliné ces 5 niveaux en une série de 56 indicateurs (voir arborescence en annexe 2), eux-mêmes déclinés en une série de mots clés et de variantes.

Chacun des 2513 projets a été donc cartographié en fonction de chacun de ces 56 indicateurs. Il n'y a pas de prérequis pour la cartographie (autrement dit, un projet peut être cartographié comme appartenant au niveau 2 sans toutefois être cartographié dans le niveau 1), ce qui permet d'inclure un plus grand nombre de projets dans cette méthodologie. Pour rappel, il suffisait d'un mot clé ou d'une variante de mot clé pour valider un indicateur, et il suffisait d'un indicateur pour valider l'appartenance à un niveau de la méthodologie de Gliessman.

Cette cartographie des projets nous a permis de répartir les soutiens financiers agricoles analysés en cinq catégories :

Potentiellement agroécologique :

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers faisant la promotion de pratiques agroécologiques au niveau des exploitations agricoles. Cette catégorie se limite donc à la question des pratiques agricoles potentiellement agroécologiques, mais ignore les autres dimensions de l'agroécologie plus politiques.
- Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les niveaux 1, 2 et 3 de la classification de Gliessman.

· **Facilitateur social :**

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers proposant des transformations plus systémiques des modèles agricoles et alimentaires (comme la promotion de droits fonciers ou la protection des ressources naturelles) sans proposer aucun changement de modèles agricoles – que ce soit en faveur ou en défaveur de l'agroécologie.
- Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les niveaux 4 et 5 de la classification de Gliessman.

· **Agroécologie transformative :**

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers proposant à la fois des changements de pratiques au sein des fermes et des transformations plus systémiques pour les valoriser.
- Cette catégorie englobe la grande majorité des soutiens financiers pouvant à la fois se classer dans les niveaux 1 à 3 de la classification de Gliessman et dans les niveaux 4 ou 5.
- De par leur manque d'approche systématique, ou leur manque de liens avec une approche globale de l'agroécologie, certains des soutiens financiers appartenant aux indicateurs de niveau 1 à 3 "*hausse de la productivité*", "*diminution des pertes*", "*engrais/pesticides organiques*", "*santé animale*", "*légumineuses*", "*couvert végétal*", "*semi direct*" ou "*agriculture de conservation*" et ayant des occurrences dans les niveaux 4 ou 5, n'ont donc pas été pris en considération dans cette catégorie. Ils figurent tous dans la catégorie "*potentiellement agroécologique*".
- Les soutiens financiers regroupés sous cette catégorie sont donc ceux participant à une réelle transition agroécologique. Ils dénotent une vraie volonté politique sur le sujet et une compréhension systémique des transitions agricoles et alimentaires.

· **Non-agroécologique :**

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers se concentrant uniquement sur l'augmentation de la productivité ou des rendements agricoles (au moins une occurrence de mot clé identifié dans l'indicateur « *hausse de la*

productivité » ou dans « *agriculture de conservation* ») sans se classer dans aucun autre des 56 indicateurs.

- Catégorie qui recouvre également l'ensemble des soutiens financiers faisant spécifiquement la promotion de l'agriculture industrielle.

• **Autres :**

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers n'ayant pu être catégorisés. Deux cas de figure ont ici justifié cette catégorisation : 1/ bien que considéré comme agricole par la France, le soutien financier est trop éloigné de notre objet d'étude 2/ les détails fournis par le reporting fait par la France se sont avérés insuffisants pour catégoriser le projet.

3.b. Contribution à la lutte contre la pauvreté

De manière similaire à la méthodologie pour la contribution des projets à la transition agroécologique, nous avons élaboré conjointement avec le BASIC une série d'indicateurs, de mots clés et de variantes de mots clés pour analyser la contribution des soutiens financiers agricoles français à la lutte contre la pauvreté.

Ces indicateurs, mots clés et variantes de mots clés ont été inspirés des précédents travaux du BASIC, notamment de l'étude menée pour Oxfam International en 2018 sur les inégalités de répartition de la valeur dans les filières agricoles internationales dont les résultats ont été publiés dans le rapport « *Derrière le Code Barre : des inégalités à la chaîne* »¹⁴ ainsi que des critères d'évaluation du FIDA sur l'impact des investissements agricoles sur la pauvreté rurale¹⁵.

Chaque projet a donc été cartographié en fonction des occurrences de mots clés et variantes de mots clés définies pour chacun des neuf indicateurs suivants (voir arborescence en Annexe 2) :

- Indicateur 1: Accès au marché
- Indicateur 2: Accès au foncier
- Indicateur 3: Accès au crédit et enjeux d'investissements
- Indicateur 4: Autonomisation/empowerment des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles
- Indicateur 5: Redistribution de la valeur / des revenus
- Indicateur 6: Mention d'objectifs de réduction de la pauvreté
- Indicateur 7: Amélioration des prix agricoles
- Indicateur 8: Amélioration des revenus des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles
- Indicateur 9: Diversification des revenus des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles

¹⁴ Gore T. et Willoughby R., "Ripe For Change: Ending Human Suffering in Supermarket Supply Chains", Oxfam International, 2018.

¹⁵https://www.ifad.org/documents/38714182/39748829/manual_f.pdf/53d8f759-9909-4c29-88e6-c6510f6f3128, p37 et 127

Le résultat de cette cartographie nous a permis de classer les soutiens financiers analysés en trois catégories :

Moyens de lutte contre la pauvreté :

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers qui comprennent un ou des éléments de moyens permettant de lutter contre la pauvreté, c'est à dire qu'ils ont des objectifs et/ou des activités de renforcement des capacités permettant aux agriculteurs de sortir de la pauvreté (par exemple : amélioration de l'accès au marché, de l'accès au foncier et/ou de l'accès au crédit).
- Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les indicateurs 1, 2, 3, 4 ou 5

Finalité identifiée de lutte contre la pauvreté :

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers qui ont un objectif principal de lutte contre la pauvreté (par exemple : amélioration des prix agricoles ou des revenus des familles, diversification de ces revenus ou réduction de la pauvreté en tant que telle). Ces soutiens financiers ne précisent toutefois pas les moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif (pas de mention par exemple du renforcement des capacités détaillé dans la catégorie précédente).
- Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les indicateurs 6, 7, 8 ou 9

Lutte transformative contre la pauvreté :

- Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers pour lesquels les deux conditions précédentes sont remplies : ce sont des projets pour lesquels des objectifs de lutte contre la pauvreté sont clairement identifiés, et les moyens pour les atteindre font partie intégrante des objectifs de mise en œuvre du projet.
- Cette catégorie englobe les soutiens financiers classés dans les indicateurs 1 ou 2 ou 3 ou 4 ou 5 ou 6 ET dans les indicateurs 6 ou 7 ou 8 ou 9.

Tableau 1: Méthodologie de classification pour la contribution à la lutte contre la pauvreté

Indicateurs	Moyens de lutte contre la pauvreté	Objectif affiché de lutte contre la pauvreté	Lutte transformative (1) + (2)
1. Accès au marché	X		(1)
2. Accès au foncier	X		ou (1)
3. Accès au crédit	X		ou (1)
4. Autonomisation/empowerment	X		ou (1)
5. Redistribution valeur/revenus	X		ou (1)
6. Réduction de la pauvreté		X	(2)
7. Amélioration prix		X	ou (2)
8. Amélioration revenus		X	ou (2)
9. Diversification revenus		X	ou (2)

3.c. Contribution à la réduction des inégalités de genre

Le choix de la méthodologie pour analyser la contribution des soutiens financiers français à la réduction des inégalités de genre dans l'agriculture s'est avéré compliqué au vu des données disponibles.

Nous souhaitions à l'origine utiliser la méthodologie développée par Oxfam US en 2020 dans leur étude "*Are they really gender equality projects*"¹⁶, qui permet d'analyser les projets au regard de 28 critères évaluant leur contribution à une approche transformative des inégalités femmes-hommes. De manière similaire aux méthodologies pour la contribution des projets à la transition agroécologique ou à la lutte contre la pauvreté, cela nous aurait permis de proposer une classification fine des soutiens financiers français.

Néanmoins le manque d'informations détaillées sur les projets étudiés, et donc de transparence française, ne nous a pas permis de pousser l'analyse aussi loin (cela aurait été très excluant pour les soutiens financiers analysés). Afin de mesurer la contribution des soutiens financiers étudiés à la réduction des inégalités de genre, une approche moins complexe, basée sur des mots-clés simples : « *genre* », « *hommes* » et « *femmes* » (inspirés par une méthodologie développée par le CIRAD pour évaluer la prise en compte du genre dans ses publications¹⁷) ainsi qu'une liste de variantes de mots clés ont donc été développées (voir arborescence en annexe 2).

Cette méthodologie a été testée et enrichie sur la base de l'analyse qualitative d'un échantillon de soutiens financiers français. L'utilisation de mots féminisés (type agricultrice, productrice, éleveuse) étant très marginale, nous ne l'avons pas retenue.

Cette méthodologie, basée seulement sur trois mots clés et quelques variantes, représente l'engagement minimum des institutions dans la réduction des inégalités de genre dans les projets soutenus. Autrement dit, on peut considérer qu'un projet est « *aveugle* » au genre si aucun de ces mots ou variantes ne figure dans le contenu descriptif du projet. Si on peut considérer cette approche comme réductrice (elle ne permet pas en effet une approche "fine" de l'intégration du genre, et de sa qualité), elle permet cependant de définir des critères minima, ce qui est pertinent dans un exercice comme le nôtre de mesure de la volonté politique au travers de l'analyse des soutiens financiers.

Du fait du faible nombre d'occurrences des mots-clés retenus, nous avons appliqué une **méthode de classification assez simple**, en deux catégories :

Évocation Genre :

- **Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers** disposant d'une ou plusieurs occurrences du mot clés et des variantes « *genre* ».

¹⁶ Cette étude a examiné 72 projets de sept agences de développement, dont l'AFD, afin de déterminer la qualité de l'intégration du genre. Oxfam America. "Are They Really Gender Equality Projects? An Examination of Donors' Gender-Mainstreamed and Gender-Equality Focused Projects to Assess the Quality of Gender-Marked Projects", 2020 :

<https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/projets-en-faveur-de-legalite-femmes-hommes/>

¹⁷ Le traitement du genre au Cirad dans les problématiques de recherche, Jacques Lançon, Juin 2017.

Approche Genre :

- **Catégorie qui recouvre l'ensemble des soutiens financiers** disposant à la fois d'occurrence du mot clés et des variantes « genre » et du mot-clé et des variantes « femme » ou « féminin » d'un côté et « homme » ou « masculin » de l'autre ont été identifiés.
- Ces trois occurrences combinées ont été jugées comme le minimum afin de pouvoir cataloguer un projet comme ayant potentiellement une approche genre.

3.d. Contribution à la lutte contre les dérèglements climatiques, à l'agriculture familiale et à la lutte contre la sous-nutrition

De manière similaire aux méthodologies précédentes, nous souhaitons, pour la contribution des soutiens financiers analysés à la lutte contre les dérèglements climatiques, à l'agriculture familiale et à la lutte contre la sous-malnutrition, développer un set d'indicateurs, de mots-clés et de variantes de mots clés nous permettant une analyse en détails des finances agricoles françaises.

Une recherche préliminaire a été opérée pour chacun de ces thèmes avec des mots clés et variantes de mots clés (voir arborescence en annexe 2). Toutefois, le nombre d'occurrences était si faible pour chacun de ces thèmes qu'il n'a pas permis de construire des méthodologies adéquates. Toute méthodologie trop détaillée aurait été de fait très excluante pour les soutiens financiers analysés.

Pour chacun de ces trois thèmes, notre analyse quantitative s'est donc limitée à l'analyse du nombre d'occurrences des mots clés et variantes de mots clés utilisés.

Phase 4 : Analyse et classification

Pour cartographier les projets sur la base des méthodologies définies, nous avons réalisé une première **recherche automatique des mots-clés** dans l'ensemble des documents disponibles pour chacun des 2513 soutiens financiers retenus.

Le résultat de cette cartographie par recherche automatique a été :

- **Plus approfondie pour les soutiens financiers du groupe AFD** car nous disposons de plus d'informations. Bien que loin de publier l'ensemble de ses soutiens financiers, le groupe est l'institution étudiée avec le plus haut niveau de transparence. Nous disposons donc de fiches projets plus détaillées et en plus grand nombre.
- **Plus sommaire concernant les soutiens financiers des autres institutions**, pour lesquels seuls des descriptifs succincts sont généralement disponibles dans les bases de données sources utilisées. Ces descriptifs peuvent parfois se résumer à quelques lignes voire quelques mots.

Cette recherche automatique a été réalisée via l'utilisation d'un outil informatique élaboré par le BASIC, qui nous a permis de systématiser l'approche. Afin d'éviter toute erreur dans la recherche des mots clés et variantes de mots clés, cet outil informatique a systématiquement

isolé les 10 mots précédant et succédant le mot clé détecté, ce qui a permis une vérification simple de la bonne application de nos méthodologies.

En complément de cette recherche automatique et, et dans l'objectif d'assurer la qualité de la recherche par mots clés, le BASIC a réalisé **une analyse qualitative manuelle d'un échantillon de 25 à 30 soutiens financiers pour chaque thème étudié**. Cette démarche d'assurance qualité est inspirée de la méthodologie développée par DeLonge et al. pour analyser les projets de l'APD américaine.

Cette analyse par échantillonnage du BASIC s'est concentrée sur les soutiens financiers (pour lesquels une fiche projet était disponible) disposant des montants les plus élevés (une mauvaise classification de ces projets aurait eu des impacts particulièrement lourds sur les résultats et pourcentages finaux).

L'analyse qualitative de ces soutiens financiers a par ailleurs permis de vérifier, et le cas échéant d'améliorer, les méthodologies utilisées.

Phase 5 : Vérification et Analyse Qualitative

Une fois toutes les cartographies effectuées, nos trois organisations, Action Contre la Faim, CCFD-Terre Solidaire et Oxfam-France, ont pu procéder à l'analyse des résultats, et produire des statistiques pour mesurer les tendances par institution, année, indicateur, thème et type de soutien financier.

La lecture de ces résultats nous a permis de vérifier une dernière fois la pertinence de nos cartographies et la consistance de nos classifications au vu des données disponibles. Pour ce faire, **nous avons donc vérifié un par un chacun des 2513 soutiens financiers disposant de fiches projet. Une attention toute particulière a été portée à la classification en fonction de notre méthodologie "*contribution des projets à la transition agroécologique*".**

Cette dernière vérification a amené à des ajustements sur quelques projets, qui ont donc dû être reclassés à la main. Leur faible nombre (moins de 10 projets sur 2513) montre cependant la validité des méthodologies employées.

Annexe 2 : Arborescence des indicateurs, mots clés et variantes de mots clés utilisés pour l'étude

Note: pour la méthodologie concernant la prise en compte de l'agriculture familiale dans les soutiens financiers agricoles français, nous avons utilisé l'indicateur éponyme de notre méthodologie "*agroécologie*".

Thème	Niveau ou catégorie	Indicateur	Mot Clé	Nombre de variantes du mot clé
Agroécologie	Niveau 0	Augmentation rendements	rendement du végétal	3 variantes
			augmentation des rendements	8 variantes
			augmenter les rendements	6 variantes
			augmenter leurs rendements	6 variantes
			augmentation de la production	8 variantes
			augmenter le potentiel productif	6 variantes
			productivité animale	8 variantes
			irrigation	pas de variantes
			semences	9 variantes
			silo	pas de variantes
			PME	pas de variantes
			pesticide	2 variantes
			tracteur	3 variantes
			achat d'engrais	3 variantes
			augmentation de l'usage d'engrais de synthèse	5 variantes
			hausse de l'usage d'engrais de synthèse	2 variantes
			augmentation de l'usage d'engrais minéraux	5 variantes
			hausse de l'usage d'engrais minéraux	2 variantes
augmentation de l'usage de pesticides	9 variantes			
augmentation de la consommation de pesticides	9 variantes			

			hausse de l'usage de pesticides	4 variantes
			hausse de la consommation de pesticides	4 variantes
			hausse de la consommation d'énergie	8 variantes
		Agriculture de précision	agriculture de précision	pas de variantes
		Biocarburants	biocarburant	3 variantes
		Amélioration variétés	Amélioration des variétés	8 variantes
			OGM	9 variantes
			Mutagenèse	9 variantes
			race améliorée	3 variantes
		Agroécologie	agroécologie	3 variantes
		Agro-industrie	agro-export	3 variantes
	agro-industrie		2 variantes	
	Agriculture Familiale/Paysanne	petit producteur	4 variantes	
	Niveau 1	Réduction Usage de l'eau	réduction de l'usage de l'eau	5 variantes
			réduire l'usage de l'eau	5 variantes
			goutte-à-goutte	1 variante
		Réduction Pesticides	réduction de l'usage de pesticides	9 variantes
			réduction de la consommation de pesticides	9 variantes
			diminution de l'usage de pesticides	9 variantes
diminution de la consommation de pesticides			9 variantes	
baisse de l'usage de pesticides			4 variantes	
baisse de la consommation de pesticides			4 variantes	
lutte intégrée			2 variantes	

			réduction de l'usage d'intrants	5 variantes						
			diminution de l'usage d'intrants	5 variantes						
			baisse de l'usage d'intrants	2 variantes						
		Réduction Engrais synthétiques			réduction de l'usage d'engrais de synthèse	5 variantes				
					diminution de l'usage d'engrais de synthèse	5 variantes				
					baisse de l'usage d'engrais de synthèse	2 variantes				
							réduction de l'usage d'engrais minéraux	5 variantes		
							diminution de l'usage d'engrais minéraux	5 variantes		
									baisse de l'usage d'engrais minéraux	2 variantes
									augmentation de l'usage d'engrais organique	5 variantes
									hausse de l'usage d'engrais organique	2 variantes
									enrichir les sols en matière organique	7 variantes
									amélioration de la fertilité des sols	7 variantes
						Réduction Conso Energie			améliorer la fertilité des sols	5 variantes
				réduction de la consommation d'énergie	3 variantes					
				diminution de la consommation d'énergie	3 variantes					
					baisse de la consommation d'énergie				2 variantes	
					énergie renouvelable	1 variante				

		Réduction Déchets	réduction des déchets	2 variantes
			réduction des pertes	2 variantes
		Amélioration variétés	sélection classique	3 variantes
Niveau 2		Amendements alternatifs	amendements alternatifs	pas de variantes
			compost	pas de variantes
			fumier	pas de variantes
		Engrais Verts	cultures fixatrices d'azote	1 variante
			légumineuse	1 variante
		Lutte biologique	lutte biologique	4 variantes
		Cultures de couverture (antiparasitaire)	culture de couverture	2 variantes
			lutte antiparasitaire	1 variante
			réduction des ravageurs	3 variantes
			réduction des nuisibles	3 variantes
		Cultures de couverture (état du sol)	culture de couverture	1 variante
			érosion	1 variante
			réduction de l'érosion	3 variantes
			diminution de l'érosion	3 variantes
			baisse de l'érosion	3 variantes
		Autre lutte antiparasitaire	pratiques non chimiques de lutte contre les ravageurs	2 variantes
			utilisation de vapeur	pas de variantes
			traitement UV	1 variante
			éclairage LED	pas de variantes
		Vivaces	vivaces	2 variantes
travail réduit du sol	agriculture de conservation	2 variantes		
	semis direct	2 variantes		
Recyclage des eaux usées	recyclage des eaux usées	1 variante		
Résidus biomasse pour production énergie	énergie	1 variante		
	résidu de biomasse	5 variantes		

			déchet de biomasse	7 variantes
		Bien être et santé animale	bien-être animal	5 variantes
santé animale			3 variantes	
réduction de la souffrance animale			1 variante	
Autre système de production			agriculture biologique	1 variante
		agriculture à faibles intrants	3 variantes	
Niveau 3	Variétés améliorées	semences paysanne	2 variantes	
	Cultures adaptées localement	culture adaptée localement	3 variantes	
		culture indigène	5 variantes	
	Plantes non cultivées	plante non cultivée	2 variantes	
	Rotation de cultures	rotation de cultures	9 variantes	
		rotation de 2 cultures	4 variantes	
		rotation de deux cultures	4 variantes	
	Exploitations diversifiées	culture intercalée	5 variantes	
		polyculture	1 variante	
	Agroforesterie	arboriculture	5 variantes	
	Permaculture	permaculture	pas de variantes	
	Systèmes cultures-élevage	polyculture-élevage	9 variantes	
	Pâturage par rotation / régénération	pâturage par rotation	pas de variantes	
		pâturage par régénération	pas de variantes	
		pâturage amélioré	pas de variantes	
	Biodiversité	biodiversité	pas de variantes	
		protection de la biodiversité	9 variantes	
	Gestion intégrée des ravageurs	gestion intégrée des ravageurs	3 variantes	
	Pollinisateurs	pollinisateurs	1 variante	
		protection des pollinisateurs	6 variantes	
		protection des abeilles	6 variantes	
	Atténuation du changement climatique	changement climatique	2 variantes	

			atténuation du changement climatique	8 variantes
			mitigation du changement climatique	8 variantes
			atténuation des risques climatiques	9 variantes
			séquestration du carbone	3 variantes
			réduction des gaz à effet de serre	5 variantes
			réduction du carbone	9 variantes
			réduction du méthane	9 variantes
			réduction du protoxyde d'azote	9 variantes
		Diversification des régimes alimentaires	diversification des régimes alimentaires	3 variantes
			diversification de la production alimentaire	1 variante
		Résilience	choc	1 variante
			résilience	3 variantes
			événement météorologique extrême	9 variantes
			événement climatique extrême	9 variantes
	condition environnementale changeante		8 variantes	
	imprévisibilité du climat		3 variantes	
	diversification des revenus		1 variante	
	Niveau 4	Soutien communautaire	producteur et consommateur	5 variantes
			soutien communautaire	5 variantes
			sensibilisation communautaire	7 variantes
jardin communautaire			5 variantes	
Soutien aux entreprises		système alimentaire local	1 variante	

			marché de producteur	1 variante
		Alimentation saine et suffisante	accessibilité de l'alimentation	6 variantes
			alimentation adéquate	7 variantes
			alimentation culturellement appropriée	7 variantes
		Partage de connaissances entre agriculteurs	mise en relation des agriculteurs	9 variantes
			partage de connaissances	7 variantes
			recherche-action	7 variantes
		Approches participatives et multipartites	approche participative	5 variantes
			approche multipartite	1 variante
			intégration des points de vue	8 variantes
			participation citoyenne	9 variantes
	concertation		9 variantes	
	Politiques sur les liens producteurs-consommateurs	lien producteurs-consommateurs	3 variantes	
		labellisation des produits locaux	9 variantes	
		transformation agroalimentaire	9 variantes	
	Niveau 5	Genre et groupes vulnérables	genre (voir groupe "genre")	
			minorité	pas de variantes
			groupe vulnérable	6 variantes
			discrimination	1 variante
jeunes			2 variantes	
Renforcement des capacités organisationnelles		renforcement des capacités	5 variantes	
		organisation collective	9 variantes	
		organisation paysanne	1 variante	
Équité, dignité, inclusion		équité	6 variantes	
		réduction des inégalités	5 variantes	
		dignité	9 variantes	
		inclusion	3 variantes	

		Politique de droit à l'alimentation	droit à l'alimentation	2 variantes
			droit à une nourriture adéquate	pas de variantes
			droit à une nourriture culturellement appropriée	pas de variantes
		Promotion de la souveraineté alimentaire	souveraineté alimentaire	2 variantes
		Création d'emplois décents	création d'emplois	2 variantes
			emplois décents	3 variantes
		Politiques inclusives	politique inclusive	4 variantes
		Droits sur les ressources naturelles	droit sur les ressources naturelles	8 variantes
			gouvernance de la ressource	8 variantes
			accessibilité de la ressource	9 variantes
		Politiques agroécologie	politique de promotion de l'agroécologie	5 variantes
		Politiques biodiversité et services écosystémiques	politique de promotion de la biodiversité	5 variantes
			politique de protection des écosystèmes	7 variantes
politique de protection de l'écosystème	7 variantes			

Pauvreté Rurale	Moyens de lutte contre la pauvreté	Accès au marché	accès au marché	8 variantes
		Accès au foncier	actif foncier	9 variantes
		Accès au crédit et enjeux d'investissements	accès au crédit	8 variantes
		Autonomisation/empowerment des agriculteurs et/ou travailleurs agricoles	renforcement du pouvoir de négociation	6 variantes
			stabilité du revenu	3 variantes
			allongement de la longueur des contrats	2 variantes
			prévisibilité du revenu	2 variantes

			information sur les prix	7 variantes
			Capital humain et social	2 variantes
			investissement dans le bâtiment	4 variantes
			inclusion	3 variantes
			autonomisation	8 variantes
			mise en relation des agriculteurs	3 variantes
			partage de connaissances	7 variantes
			organisation paysanne	Voir niveau 5 agroécologie
			organisation collective	Voir niveau 5 agroécologie
			liberté syndicale	7 variantes
			durée du contrat de travail	4 variantes
			stabilité des employeurs	6 variantes
			Redistribution de la valeur / des revenus	distribution de la valeur
	distribution des revenus	5 variantes		
	Finalité identifiée de lutte contre la pauvreté	Mention d'objectifs de réduction de la pauvreté	ruraux pauvres	6 variantes
			réduction de la pauvreté	3 variantes
			travailleurs ruraux pauvres	pas de variantes
		Amélioration des prix agricoles, y compris les enjeux de prévisibilité et de stabilité	amélioration du prix	5 variantes
			Amélioration des revenus des agriculteurs / travailleurs agricoles	revenu décent
		salaire décent		2 variantes
amélioration du revenu		9 variantes		
améliorer du revenu		7 variantes		
activité génératrice de revenu		1 variante		
amélioration du salaire		3 variantes		
Diversification des revenus des agriculteurs		diversification du revenu	2 variantes	

Co-bénéfices climat	Mention du changement climatique	Mention du changement climatique	changement climatique	6 variantes
	Réduction des émissions	Réduction des émissions	réduction des gaz à effet de serre	5 variantes
			réduction du carbone	9 variantes
			réduction du méthane	9 variantes
			réduction du protoxyde d'azote	9 variantes
	Séquestration	Séquestration	séquestration du carbone	9 variantes
	Atténuation	Atténuation	atténuation du changement climatique	8 variantes
			mitigation du changement climatique	8 variantes
			atténuation des risques climatiques	8 variantes
			lutte contre la désertification	9 variantes
	Adaptation	Adaptation	vulnérabilité au changement climatique	6 variantes
			adaptation au changement climatique	8 variantes
			résilience (voir agroécologie)	
Nutrition	Nutrition	Identification des problèmes	malnutrition	9 variantes
			alimentation du nourrisson	5 variantes
			crise alimentaire	4 variantes
		Sécurité alimentaire	sécurité alimentaire	1 variante
			accès à l'alimentation	1 variante
			accessibilité de l'alimentation	9 variantes
			alimentation adéquate	7 variantes
			alimentation culturellement appropriée	1 variante

			résilience	3 variantes
		Approche agroécologique	diversification alimentaire	3 variantes
		Approche techniciste	fortification	2 variantes
Genre	Genre	Genre	femme	1 variante
			homme	pas de variantes
			masculin	pas de variantes
			féminin	pas de variantes
			genre	3 variantes